

Merci de respecter la mise en forme de ce document (police, caractères, marges, etc)

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : Yssingeaux

Type de réunion

Réunion d'arrondissement

Merci de supprimer les intitulés qui ne correspondent pas à votre situation

Discussion sur le constat

Il reste encore beaucoup à faire pour réconcilier le monde de l'éducation et celui du travail. Un chantier qui se heurte aux exigences d'une société certainement trop égocentrique. Des parents déboussolés (crise maritale, chômage, etc), des enseignants pas forcément préparés à endosser un nouveau rôle (celui des parents en l'occurrence) et une entreprise toujours aussi soucieuse de sa rentabilité, c'est le tableau peu réjouissant qui s'offre à l'élève dont il est bien difficile de savoir de ce qu'il veut faire de sa vie.

Le débat qui restera comme une critique de l'existant n'a pas toujours permis d'apporter les réponses nécessaires mais si tout était aussi facile, il n'aurait pas eu lieu d'être. Reste que ces échanges auront permis de vérifier à la fois la nécessité mais également l'urgence d'aller de l'avant en développant une partie de l'existant. Car tout n'est pas noir fort heureusement. Mais encore ne faut-il jamais perdre de vue que c'est de l'avenir de l'élève dont il s'agit.

07. – Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

Qui dit voie professionnelle dit monde du travail. La relation entre ces deux notions est sinon difficile souvent conflictuelle. Où s'arrêtent les devoirs de l'un et où commencent les besoins de l'autre ?

Il y a un fossé entre l'école et le monde du travail, cette réflexion reflète un premier constat, celui de l'éloignement de deux notions alors que c'est la complémentarité qui devrait primer. L'idée que l'école aille dans les entreprises et que, vice versa, les entreprises viennent au devant de l'école se présente naturellement à l'esprit. Mais tout n'est pas si simple.

Quelle idée, quelle expérience ont les élèves du monde du travail : un job d'été, « Ça lui montrera ce qu'est le boulot ! » réflexion maintes fois entendues auprès des parents. C'est une manière d'encourager ses enfants à poursuivre des études longues. Dès lors souvent, l'orientation professionnelle et au delà une arrivée précoce dans le monde du travail sont souvent vécues comme une punition voire un échec. Il ne s'agit plus d'études dites « normales ».

Le diplôme, voilà la valeur-sûre. Sa quête est devenue, au fil des années, une priorité pour certaines familles : « Plus j'aurais de diplômes, plus j'aurais de chance de trouver du travail ». Sur le CV, c'est le diplôme qui parle, confirment les chefs d'entreprise. C'est une première étape pour définir un profil afin d'intégrer une entreprise et donc le monde du travail. Vient ensuite l'entretien d'embauche au cours duquel s'établissent les niveaux de compétence. « Le feeling va faire que c'est celui-là que l'on va prendre plus qu'un autre ».

La réussite passe donc aux yeux des parents par l'obtention d'un diplôme, seule manière d'exercer un métier valorisant. Aux médias, aux organisations professionnelles et aux éducateurs de contribuer à améliorer l'image des métiers. C'est un travail de longue haleine que de faire évoluer les mentalités, la société.

Les torts semblent partagés, c'est du moins l'avis des chefs d'entreprise. L'alternance, l'apprentissage existent mais il y a nécessité, tout le monde le reconnaît, d'aller plus loin, de mettre en place un partenariat plus pointu afin de permettre à l'enfant, à mesure qu'il grandit et qu'il évolue dans son cursus scolaire, de trouver sa voie.

A ce sujet, pourquoi les conseillers d'éducation ne viendraient-ils pas recueillir des informations ainsi que des témoignages dans les entreprises. Peut-être faut-il l'organiser ?

De la même façon, au sein des entreprises, n'existe-t-il pas des compétences capables d'encadrer les jeunes, de les former, comme les professeurs peuvent le faire au sein des établissements scolaires.

L'évocation de l'idée de créer de nouveaux métiers (tuteurs) confiés à des salariés en fin de carrière va dans ce sens.

Dans tous les cas, l'avis est unanime pour dire qu'il faut remettre l'élève au cœur du débat. La famille, l'école et le monde du travail, voilà le tryptique dans lequel chacun a son rôle à jouer pour mener à bien l'éducation et la formation de l'enfant ou plutôt de l'adolescent. Mais les habitudes sont tenaces : le meilleur pour ses enfants est de les conduire vers la voie de l'enseignement général. Il n'y a pas si longtemps, si en fin de 5^e, on parlait aux parents d'orientation professionnelle, c'était la catastrophe. La voie royale reste encore et toujours les mathématiques, la littérature et à moindre niveau la filière artistique. Trop souvent donc, la voie professionnelle reste la voie de garage, elle n'est pas prise en compte, rarement mise en valeur. Reste que toute règle a une exception : le choix de la seconde générale n'est pas aussi idéale qu'on veut bien le faire croire. Que penser en effet d'éventuels débouchés pour un élève déjà en difficulté ?

D'ailleurs, le maillon faible ne serait-il pas le collègue unique: il prépare l'élève à un enseignement général mais le prépare-t-il au monde du travail ?

Dans certaines classes de 4^e, il existe une classe spéciale dite 4^e DDM (Dispositif Découverte des Métiers). Elle est destinée à des élèves qui envisagent poursuivre leur scolarité en 3^e professionnelle, autrement dit qui ont fait leur choix. Le principe veut qu'ils passent, accompagnés de l'un de leurs professeurs, une demi-journée par semaine dans des entreprises différentes. Pourquoi ne pas étendre cette initiative à l'ensemble des autres niveaux de l'enseignement général ? Et puis il y a également les lycées professionnels mixtes au sein desquels les élèves alternent entre apprentissage et formation scolaire, le système semble adapté et a besoin d'être soutenu selon les chefs d'établissements.

La satisfaction vient de la création des bacs professionnels qui apparaît comme une bonne chose, tout simplement parce que l'intitulé de la filière comprend le nom Baccalauréat. Mais l'interrogation principale demeure : pourquoi l'offre de l'enseignement professionnel apparaît-elle comme un second choix ? Pour obtenir un premier élément de réponse il faut se tourner vers les entreprises. Car il existe, quelquefois, une certaine désaffection du milieu professionnel. Un exemple : le bac imprimerie et arts graphiques. Les imprimeurs n'ont guère encouragé ces formations. La perspective de rémunérer des gens bacheliers et non plus détenteurs du traditionnel CAP ne les emballaient pas, semble-t-il.

De son côté, l'alternance semble avoir perdu de sa légitimité, coincée entre les besoins des uns et les demandes des autres. Les chefs d'entreprise ne cachent plus leurs difficultés pour trouver des jeunes en contrat de qualification.

De l'autre côté, les jeunes se disent insatisfaits de l'offre proposée par le monde du travail. Manque d'intérêt, rémunération peu intéressante, l'alternance est souvent vécue comme une première expérience (si nécessaire sur un CV). La fin du contrat est alors synonyme de nouveau départ professionnel.

La vocation première de l'entreprise, est-il nécessaire de le rappeler, reste la production et sa rentabilité. Un souci économique pas toujours en adéquation avec le monde de l'enseignement.

Quel plan de carrière peuvent proposer les entreprises pour un jeune titulaire du bac productique outre des journées de huit heures passées dans le bruit, à appuyer souvent sur le bouton d'une machine ? Et l'on ne parle pas de la rémunération. Véritablement, les chefs d'entreprise ne jouent pas toujours le jeu : il ne faut pas leurrer les jeunes sur d'éventuels plans de carrière ni sur les conditions de travail.

Plus généralement, l'organisation de la voie professionnelle pourrait passer par l'adéquation de la formation aux besoins territoriaux : « Si le jeune est attaché à sa région, pourquoi le pousser dehors ? » Il faut coller à la réalité du terrain. D'ailleurs, au moment des inscriptions en début d'année scolaire, il n'est pas rare que les familles demandent aux chefs d'établissements les perspectives de débouchés sur le bassin d'emploi.

Après tout, est-ce le rôle de l'éducation de former de futurs demandeurs d'emplois ? La remarque est pertinente mais se heurte à des déséquilibres géographiques. L'inégalité entre le milieu rural et la ville demeure. La fuite des cerveaux vers les grands centres urbains attractifs est aussi dommageable pour la formation que pour le monde du travail.

Certains secteurs professionnels échappent aux découpages territoriaux. Dans l'hôtellerie, le bâtiment, les problèmes de recrutement sont d'ordre national et laissent supposer un malaise plus profond, qui pourrait échapper au débat actuel sur l'école.

Enfin, que penser de l'exigence de mobilité sans cesse demandée dans le profil du futur salarié. Comment former un élève afin de répondre à un besoin local et même temps lui demander d'être mobile ?

L'équilibre apparaît bien difficile à trouver.

L'entreprise de son côté est fragile. Elle doit sans cesse s'adapter et avec elle ses employés. Elle n'est pas sûre de durer. Son souci consiste à former des jeunes aux besoins du moment mais elle se doit d'anticiper.

Quant à l'école, elle a mission d'éduquer, de former. Mais son action s'arrête-t-elle à l'obtention d'un diplôme ?

10. – Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Peu de personnes exercent le métier qu'elles ont choisi. Doit-on voir là une forme d'échec de l'orientation ? Sans doute.

L'orientation a trop souvent été considérée ou vécue par de nombreux élèves de manière négative. L'élève est orienté en fonction des capacités qu'il n'a pas : « Tu iras en filière professionnelle parce que tu n'as pas de capacités ailleurs ». Mais l'orientation par l'échec n'est pas seulement réservée à la voie professionnelle. Elle a cours également dans l'enseignement général.

D'où l'urgence de considérer l'orientation comme un véritable projet dans le cursus scolaire de l'élève. Et au-delà même dans la mesure où nous sommes ou serons tous affrontés à parler de formation tout au long de notre carrière professionnelle.

D'où la nécessité aussi, dès le plus tôt possible, d'apporter une ouverture d'esprit à l'élève et un maximum d'outils pour l'aider à se déterminer dans son choix. L'initiative doit en effet venir de lui-même. L'élève a à sa portée une masse de connaissances que les autres générations n'avaient pas (Internet notamment même si trop d'informations tuent souvent l'information).

Mais ce ne suffit pas : il convient de mettre également en face de l'élève la réalité des métiers qui lui sont offerts. A ce sujet, les CIO jouent-ils suffisamment le rôle qu'on attend d'eux ? Pousse-t-on aussi facilement que cela les portes des CIO ? Comment aller à la rencontre des conseillers d'orientation ? Et que penser des nouvelles technologies qui envahissent notre société : « Où puis-je trouver les métiers de demain ? ».

Autant d'interrogations qui portent à croire que, plus que jamais, l'orientation doit être considérée comme une stratégie. Mais ce travail de sensibilisation ne relève pas seulement de la responsabilité des conseillers d'orientation. Les enseignants ont eux aussi un rôle à jouer. A eux d'amener l'élève sur des pistes.

Toute la difficulté consiste à faire rentrer l'élève dans une dynamique de recherches.

Le système du collège unique impose à l'élève et souvent par conséquent à l'établissement, dans les cas difficiles, d'attendre la fin de la troisième pour donner un cap décisif à sa scolarité. Choix souvent tardif : en fin de 5^e pourquoi ne pas pouvoir quitter la filière générale si l'élève souhaite devenir plombier ? Il ne faut surtout pas freiner certaines vocations.

A l'inverse, on demande à des élèves âgés de 13 à 14 ans de savoir ce qu'ils veulent faire. Déjà à 18 ans, il est délicat de se prononcer. Et pourtant, en fin de troisième, il faut prendre une décision.

Le hasard existe bien sûr mais les opportunités de trouver un travail se font de plus en plus rares.

L'orientation ne doit donc pas se limiter à un âge ou une classe précis. Si le jeune désire devenir plombier à vingt ans, il doit pouvoir le faire. C'est alors un choix de vie. Tout est question de motivation. Et à ce sujet, pour beaucoup d'observateurs, l'élève a perdu le goût de l'effort voire du travail bien fait.

Le fait est là : le meilleur métier est celui où l'on a à produire le moins d'effort. Les chefs d'entreprise se heurtent de plus en plus à cet état d'esprit. L'élève et plus globalement le jeune est aujourd'hui rebuté par les métiers de production. Il est vrai, pour leur défense, que le travail à la chaîne, à raison de huit heures par jour, n'est pas forcément une source d'épanouissement. C'est là où les parents ont un rôle à jouer en s'efforçant de rappeler à leurs enfants le sens du mot travail. Un grand cuisinier, la corporation des Compagnons ont une image de marque. Mais derrière cette réussite, on oublie trop souvent qu'il y a une masse de travail énorme.

« Je dois travailler très, très dur » voilà ce que l'on aimerait entendre aujourd'hui dans la bouche des élèves confrontés à un monde virtuel. Jeux vidéos, Star Académie, tout paraît facile. « On dirige tout et on vit dans un monde de loisirs ». La société a changé, peut-être faut-il travailler avec cette idée-là. D'autant que l'exemple ne vient pas toujours des parents. Le chômage faisant, nombreux sont les jeunes en manque total de repères.

Le statut social définit beaucoup de choses et pèse pour une famille dans l'accompagnement de leurs enfants tout au long de leurs études. Un jeune doué d'intelligence a malheureusement peu de chances d'intégrer HEC. On est alors bien loin de l'orientation positive, où les capacités de l'élève doivent être la première source d'épanouissement de l'élève.

Dans tous les cas, l'école ne peut pas tout faire. Le monde de l'entreprise doit également ouvrir plus grandes encore ses portes, les collectivités territoriales poursuivre l'effort amorcé depuis plusieurs années (mise en place de forums, etc).

Mais quoi qu'il arrive, l'intérêt de l'élève doit rester au centre des préoccupations et ce n'est peut-être pas le cas actuellement dans tous les secteurs.

18. – Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'État et des collectivités territoriales ?

Comme son nom l'indique, l'Education Nationale s'applique à tout le territoire.

En clair, les avis sont unanimes pour dire qu'il ne faut pas toucher au système actuel. Une décentralisation plus poussée de l'Education n'est donc pas souhaitée. Le cas contraire conclurait à l'émergence de nouvelles inégalités entre les Régions.

Cela n'empêche pas quelques aménagements. Les lycées pourraient ainsi obtenir davantage d'autonomie, plus de responsabilités. Mais dans quels domaines ? Surtout, et ce n'est pas négligeable, on ne doit pas omettre de rappeler que la dynamique des établissements scolaires, qu'ils soient du premier ou second degré, tient surtout aux personnes en place, donc pas seulement aux moyens dont ils disposent.

Mais si les diplômes doivent avant tout rester identiques, il n'est pas exclu qu'une plus large place à l'expérimentation puisse être accordée différemment d'une région à une autre, en fonction tout naturellement de leurs besoins. Car les établissements de l'enseignement secondaire ont tous bénéficié de la décentralisation amorcée en 1982.

Sur le plan matériel, tout le monde s'accorde à reconnaître le bienfait d'une telle décision. Le personnel d'entretien pourrait lui emboîter le pas, d'ailleurs « les gens qui sont passés de l'Etat à d'autres compétences territoriales ne s'en sont jamais plaints » rappellent certains chefs d'établissements.

Une réflexion pourrait être menée au niveau de la gestion de proximité.

Une école, une commune, doit-on continuer à raisonner ainsi. A l'heure de l'intercommunalité, les citoyens, habitants d'un même village, ne sont pas encore tout à fait prêts à laisser partir leur école, considérée souvent à raison comme l'âme de leur cadre de vie. Le risque est évidemment de s'éloigner des maires, les interlocuteurs privilégiés.

Pour autant, l'idée d'unir ses forces n'est pas rejetée. A l'image de l'accueil péri-scolaire qui bénéficie déjà de structures intercommunales, dans des zones en baisse d'effectifs, cela devient même une nécessité mais il va de soit que la règle n'a rien d'une généralité.

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

Le principal regret aura été de constater la désaffection (est-ce par manque d'information ?) des principaux concernés à savoir les élèves.

Le débat leur était ouvert et leur témoignage n'aurait pas été sans intérêt. Il en est de même pour les parents et les enseignants.

Le manque sinon l'absence d'avis divergents ont pesé sur l'ensemble du débat qui a permis de dresser un bilan de l'existant (beaucoup de choses que l'on savait déjà) mais sans conduire à de véritables pistes de travail. Un peu frustrant en somme.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Développer les relations entre enseignement et monde du travail, par une découverte des métiers chaque année sur une période plus longue et ce dès la classe de 6°, par des formations en alternance plus investies tant par les entreprises que par l'éducation nationale.

2 Considérer l'orientation comme un véritable projet scolaire, tout au long du cursus du collège et non à un niveau de classe précis.

3 Conserver l'unité de l'Education Nationale sur les missions essentielles (recrutement et gestion du personnel, programmes, horaires, ...). Poursuivre l'engagement des collectivités territoriales sur le plan matériel.